



RÉSEAU TECHNIQUE RÉGIONAL PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

LA LETTRE DU RESEAU N°6 - JANVIER 2008

JOURNÉE DU 15 MAI 2007

«DU LOGEMENT À L'HABITER»

UNE COOPÉRATION ENTRE LE RÉSEAU TECHNIQUE RÉGIONAL PACA DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE ET L'ASSOCIATION PAROLES VIVES

LE RÉSEAU TECHNIQUE RÉGIONAL PACA DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

Jean-Bernard Brulet, urbaniste au CETE Méditerranée, animateur-coordonnateur du réseau régional, rappelle l'histoire de la création du réseau suite aux enjeux régionaux identifiés, ainsi que le mode de fonctionnement et les objectifs prioritaires assignés : identifier les acteurs locaux de la lutte contre l'habitat indigne, améliorer leur savoir, les mettre en relation notamment à travers des actions communes, les qualifier, créer des pôles de compétence, partager et capitaliser expériences et méthodes, élargir les partenariats existants et en créer de nouveaux, mettre en oeuvre des actions communes. Le mode de fonctionnement retenu s'appuie sur une participation volontaire de membres compétents dans le domaine de la LHI, individus ou représentants d'organismes institutionnels, professionnels, associatifs.

■ Contact : jean-bernard.brulet@equipement.gouv.fr - Tél. 04 42 24 79 63

L'ASSOCIATION PAROLES VIVES

Le principal objectif de l'association créée à Marseille, en 2005, par Corinne Cassé, ethnologue, responsable de l'association, est de promouvoir l'application de la recherche en sciences sociales sur le territoire PACA. Sa volonté est de proposer ses propres compétences en matière d'identification et de mobilisation des centres de recherches en sciences humaines et sociales, notamment sur les questions de l'habitat et du logement en général, et de l'habitat indigne en particulier, en lien avec l'action du Réseau technique régional de LHI.

■ Contact : parolesvives@free.fr - Tél. 06 98 26 00 80

LES TRAVAUX DE RECHERCHE DE FLORENCE BOUILLON

DU LOGEMENT À L'HABITER : LA PLURALITÉ DES CONDITIONS DE PRODUCTION D'UN «CHEZ SOI» DES PERSONNES DÉFAVORISÉES

Cette communication vise à restituer les résultats d'une enquête ethnographique menée à Marseille pendant cinq années¹, auprès de personnes mal logées. Celle-ci partira de l'énigme suivante : comment comprendre que certaines personnes préfèrent vivre dans un logement «indécent», en termes de confort et de salubrité, plutôt que dans un foyer d'hébergement, voire même un logement social ? Pour y répondre, Florence Bouillon se proposera de passer de la notion de logement à celle d'habiter, mettant en évidence un champ d'analyse émergent plus large, permettant de comprendre qu'au-delà des normes de confort, qui demeurent déterminantes dans l'attachement à un espace résidentiel, un certain nombre de paramètres (gestions autonomes du temps et de l'espace domestique, accessibilité à la ville, constitution des réseaux de sociabilité, capacités d'intimité et de réception notamment) président au sentiment d'avoir un chez soi.

Au cours de cette présentation les membres de l'association Paroles Vives et les partenaires du réseau ont relevé plus particulièrement les points suivants :

1. Le regard porté par une étude en sciences humaines et sociales sur un contexte de vie et «d'habiter» peut permettre d'éclairer les besoins spécifiques d'une population en matière de protection et de sécurité au sein d'un logement, d'établissement ou de rétablissement de soi, de dynamiques d'intégration au tissu social. En ce sens, cette étude se rapproche du concept du «logement comme premier facteur d'inclusion sociale» développé par le réseau.

2. Le réseau a exprimé le besoin de mieux connaître les habitants des logements indignes et leurs problématiques. L'étude de Florence Bouillon peut répondre en partie à ce questionnement par l'analyse de points suivants :

■ les dynamiques propres de recherche d'habitat, les moyens développés pour se réinsérer dans une trajectoire résidentielle et dans la ville par les acteurs face aux structures officielles d'aide et de «répression»,

■ les compétences des personnes, mobilisées dans une trajectoire fragilisante (précarité économique, situation familiale difficile, situation légale précaire),
■ leur lutte contre l'exclusion et les dynamiques d'évitement de l'exposition sociale dans les situations de précarité qui poussent à l'isolement de l'individu,
■ la marge de liberté, de choix personnel de fréquentation et «d'entre soi», paramètres peut-être absents des opérations de relogement,
■ l'importance de la capacité de don et de création de réseau de sociabilité dans une situation de grande fragilité économique où la personne est en situation de demande permanente,
■ l'importance des lieux d'échanges et de convivialité, paramètre prépondérant dans un projet de logements au même titre que le confort matériel,
■ la volonté du rattachement à la ville et ses dynamiques sociales par l'individu tout en préservant son anonymat.

¹ Les travaux de thèse sont résumés dans la page suivante.

LA COOPÉRATION ENTRE LE RÉSEAU TECHNIQUE RÉGIONAL PACA DE LHI ET L'ASSOCIATION PAROLES VIVES

Les structures représentées au cours de cette journée, comme la DDASS 13 par exemple, engrangent depuis longtemps des informations sur la question de l'habitat indigne qui ne sont pas suffisamment accessibles à l'ensemble des partenaires du réseau. Par ailleurs, certaines documentations ou informations sont à caractère interne et ne peuvent être rendues publiques. Les compétences et analyses de chaque partenaire du réseau peuvent se développer en parallèle sans qu'un échange régulier soit assuré ; il est compliqué en effet pour un observateur extérieur d'avoir accès à ces données et d'en effectuer une analyse transversale. Les personnes concernées par la question de l'habitat indigne, qu'elles soient propriétaires ou locataires, et leur vécu quotidien sont au cœur du problème. Cette question principale est trop éloignée des missions des agents des administrations en charge des dossiers. Le lien entre les partenaires du réseau doit être maintenu et renforcé, voir initié dans certains cas afin d'optimiser l'action de chacun (besoin exprimé par une avocate du barreau d'Aix-en-Provence dans son accompagnement des personnes sous arrêté d'expulsion).

LES PROPOSITIONS DU RÉSEAU

Parmi les actions qui pourraient être menées conjointement :

- Étudier l'histoire du bâti et le pourquoi de la vacance des logements.
- Capitaliser les expériences et procédures qui, historiquement, ont bien fonctionné en France comme à l'étranger.
- Mailler les diverses compétences en associant par exemple : d'une part, la recherche sur le terrain dans le cadre des actions menées, d'autre part l'action des opérateurs.
- Décloisonner et mutualiser les données publiables au grand public.
- Exploiter les espaces de communication des différents sites des partenaires du réseau, le blog de Paroles Vives (<http://parolesvives.over-blog.com>).
- Questionner les pratiques de chaque institution. Comment travailler avec ceux qui font la ville ? Comment travailler en cohérence avec les politiques locales de l'habitat ?
- Analyser l'action des acteurs (sorte d'audit de qualité) et en diffuser les résultats.

■ Inciter les structures administratives et techniques à accueillir des stagiaires et vacataires (exemples : stages d'étudiants effectués à l'ADIL 13, au CETE Méditerranée, Cabinet «Lieux-dits» de Marseille, ...) de manière à pérenniser les compétences.

■ Les cabinets d'études ne produisent pas de la recherche en tant que tels et les chercheurs peuvent répondre aux appels d'offre d'études ou de recherches, une association est à rechercher sur le thème de l'HI.

■ Etc.

L'OBJET DE LA COOPÉRATION ENTRE LE RÉSEAU LHI ET L'ASSOCIATION PAROLES VIVES

L'engagement au sein du réseau LHI Paca, de l'association Paroles Vives se base sur un double constat. D'une part, il existe actuellement en région PACA trop peu de recherches en sociologie et ethnologie sur la thématique de l'habitat comme vecteur d'inclusion. Le logement et «l'habiter» sont souvent traités isolément des trajectoires économiques et des mécanismes d'exclusion sociale. Il existe trop peu de groupes de travail scientifique universitaire structurés autour de cette question. D'autre part, les travaux qui peuvent exister sont difficilement identifiables et mal diffusés. Partant de ce constat, l'action conjointe du Réseau et de Paroles Vives serait de tester un dispositif innovant d'accompagnement sous la forme d'un «atelier de recherches en sciences sociales et habitat» à créer dans le cadre des actions du Réseau de LHI et des objectifs de l'association Paroles Vives. Pour ce faire :

■ Constituer un annuaire en identifiant les pôles de recherche sur les problématiques connexes du logement-pauvreté-exclusion/inclusion urbaine-fragilité résidentielle. Mobiliser si besoin ces centres de recherche sur les questions du partage du savoir et de la restitution de leurs travaux auprès des membres du réseau.

■ Recenser les chercheurs en région qui traitent de ce sujet et qui produisent des données afin de leur proposer un regroupement et/ou une participation (à définir avec chacun) au réseau.

■ Stimuler les recherches en fonction des besoins (proposer des sujets de master et de thèse en corrélation avec les préoccupations du réseau) et des actions sur le terrain (compte rendu réguliers de terrain auprès du réseau entre autres).

■ Restituer leurs travaux directement pour ce public (publication d'articles de vulgarisation), proposer des outils, des indications concrètes en fonction de leurs clefs d'analyses.

■ Intéresser les opérateurs et les techniciens du réseau aux études en SHS et leur faciliter l'accès à ces données.

■ Échanger les savoirs et les informations entre recherche en SHS (méthodes et analyses), les données techniques et empiriques produites par les acteurs de terrain et en faire bénéficier l'ensemble de ces acteurs.

In fine, un des objectifs de ce partenariat est de proposer des actions concrètes situées dans les perspectives d'évolution des politiques sociales.

LA CRÉATION D'UN ATELIER «SCIENCES SOCIALES ET HABITAT»

Perspective d'une collaboration durable et concrète notamment par la création d'un atelier «Sciences sociales et habitat» en région PACA.

Celui-ci aurait pour objectifs :

■ La mise en oeuvre et l'animation d'un atelier «Sciences sociales et habitat» à travers l'organisation d'un cycle de séminaires de formation et d'échanges des savoirs regroupant techniciens territoriaux et des services de l'État, partenaires du Réseau de LHI, professionnels et acteurs de l'habitat et de la LHI, et chercheurs spécialisés travaillant en PACA, voire au-delà.

■ La publication numérique de documents mixtes (issus de services techniques et de la recherche) comme outils d'analyses, compte-rendus de travaux de recherche suivis par le Réseau.

■ La mobilisation de la recherche (dans et hors institution) sur cette thématique par la production et la mise à disposition d'outils d'analyses issus des méthodes en sciences sociales, notamment le terrain ethnographique.

LES MONDES DU SQUAT

PRODUCTION D'UN HABITAT ILLÉGAL ET COMPÉTENCES DES CITADINS DISQUALIFIÉS - LE TERRAIN MARSEILLAIS

THÈSE DE DOCTORAT EN ANTHROPOLOGIE, SOUS LA DIRECTION DE MICHEL AGIER, SOUTENUE LE 27 JANVIER 2007

FLORENCE BOUILLON, ÉCOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES DE MARSEILLE

Cette thèse est une contribution à l'analyse des ressources mobilisées par les citadins disqualifiés pour habiter, et de leurs attentes en matière d'habitat. Elle part du constat suivant : si de nombreux travaux portent sur le logement et l'habitat en France, desquels cette thèse s'inspire largement, peu d'enquêtes récentes ont porté sur la formulation, par les habitants en situation de grande précarité résidentielle, de ce qui constitue pour elles un habitat digne et décent. Peu de travaux ont, de même, exploré de manière approfondie la question des compétences développées par ces habitants. Enfin, les données empiriques sur la vie dans les squats, c'est-à-dire les bâtiments occupés sans droit ni titre, sont pour le moins parcellaires. Or, dans un contexte de crise du logement particulièrement aiguë, ces trois types de connaissances pourraient constituer un appui précieux à une réflexion sur les formes que pourrait prendre un habitat adapté aux populations exclues du logement ordinaire. Il y a donc là un triple «point aveugle», que cette thèse a pour objet d'éclaircir.

Notre question de départ pourrait se formuler ainsi : comment comprendre l'existence, voire le développement des squats dans les villes françaises à l'heure actuelle, alors que l'on constate une diversification des dispositifs d'accueil destinés aux personnes privées de domicile ? Une double hypothèse émerge alors, qui constitue le fil conducteur de la thèse : dans la ville inégalitaire, l'habitat illégal est produit par un ensemble de mécanismes



macro sociaux, qui concernent au premier chef les politiques du logement. Corrélativement, le squat est un espace à partir duquel sont construits des supports matériels et symboliques permettant aux habitants en situation de vulnérabilité de se réfugier, de circuler et de se situer subjectivement. Ce travail puise à la fois dans le courant de la sociologie critique, attentive à la manière dont le social est structurant, et dans une anthropologie de type interactionniste et pragmatique qui veille à restituer les capacités d'action et de réflexion sur le monde. La problématique générale de cette thèse est dès lors la suivante : à quelles conditions ces espaces d'une part, et ces compétences d'autre part, sont-ils susceptibles de protéger l'individu des diverses formes de domination et de discrimination qu'il subit, et de lui assurer une insertion dans la ville ?

Pour y répondre, trois champs de recherche sont principalement mobilisés au cours de ce travail : la pauvreté, l'habiter et la ville. Les squatters sont d'abord des personnes en situation de grande précarité économique. Mais ils font également l'objet d'un discrédit particulièrement explicite, raison pour laquelle nous parlons de *disqualification*. Assimilés au parasitisme, ni les migrants en difficulté, ni les travailleurs pauvres, ni les jeunes artistes paupérisés ne semblent devoir appartenir à la ville. Nous essaierons alors de comprendre la relation dialectique entre la production des squatters comme figures de la dégradation sociale et la construction par ces derniers d'un univers de sens, à partir de cette position d'altérité. Parce qu'il est refuge et abri face à la violence de la rue, le squat s'avère ensuite profondément lié au fait de *résider*. Le squat se caractérisant par sa brève espérance de vie et son incertitude, comment les occupants des squats produisent-ils de la familiarité et de l'intimité ? Quels sont les éléments apparaissant comme déterminants dans l'appropriation d'un logement ? L'*habiter* acquiert ici un double sens, celui de construction d'un espace privé et celui d'une opportunité de citoyenneté. L'habitat tel que nous l'entendons ne peut donc, pour finir, qu'être saisi qu'en lien avec l'espace urbain. Si la ville fait aujourd'hui l'objet d'approches qui en clament la fin, la fragmentation, la dissolution, nous nous interrogerons plutôt, dans une perspective s'inspirant de l'Ecole de Chicago, sur les usages, réels et imaginaires, qu'en font ses habitants et sur les recompositions de l'urbanité.

Ces entrées thématiques sont convoquées au cours des trois parties de la thèse afin d'analyser les matériaux de terrain, et de fournir des éléments qui, articulés entre eux, permettront *in fine* de répondre à la problématique générale de ce travail. La première partie de la thèse, intitulée *Explorations*, est une «plongée» dans les squats, restitution de récits ethnographiques sur lesquels s'appuieront les développements ultérieurs. Sur le plan méthodologique, cette thèse se caractérise en effet par une démarche inductive, puisant dans l'enquête de terrain l'essentiel des pistes de recherche et analyses développées. L'enquête ethnographique, entendue comme présence de longue durée et interactions de face à face, s'est déroulée dans une quinzaine de squats situés à Marseille, dont deux au sein desquels je résidais pendant quelques semaines. Marseille se prête particulièrement bien à l'étude des recompositions à l'œuvre dans la ville. Espace de brassage et de pauvreté, elle est de longue date un territoire-ressource pour les citadins désargentés, qu'elle persiste à accueillir en son cœur. Mais Marseille fait aujourd'hui l'objet d'une entreprise de «réhabilitation» urbaine et symbolique d'une ampleur inédite. L'enjeu de connaissance se double donc d'un enjeu politique, qui concerne la légitimité des citadins disqualifiés à participer à la cité.

PREMIÈRE PARTIE

La première partie s'ouvre sur la monographie d'un squat collectif, dans lequel cohabitent des personnes sans-domicile et des jeunes gens affiliés au mouvement «libertaire». Lui succède la description de squats occupés par des familles tsiganes originaires de Bosnie, installées dans une copropriété dégradée, puis par des adolescents maghrébins dans le centre-ville marseillais? enfin par le récit de la vie quotidienne dans un squat artistique du Panier, qui est aussi le «terrain de jeu» des jeunes du quartier et un abri pour des personnes mal-logées. Le travail proposé ici embrasse donc des individus aux profils sociologiques très divers. Migrants désargentés, jeunes en errance, artistes au RMI : leurs histoires, leurs milieux d'origine et leurs aspirations sont variés. Envisagé comme logement permanent par certains, le squat est pour d'autres un point de chute ponctuel au sein d'une trajectoire migratoire, pour d'autres encore un lieu d'activités politiques ou artistiques. Il peut être collectif, familial ou individuel, être ouvert sur l'extérieur ou pas, être en quête de visibilité ou au contraire de discrétion, insalubre ou confortable, payant ou gratuit, violent ou pacifique. Le squat a une pluralité de visages et ce qu'il nécessite et autorise varie corrélativement à ces caractéristiques. Le choix de conserver tous les types de squatters (et donc de squats) doit être mis en relation avec le souci de restituer le caractère dynamique des circulations qui s'opèrent entre eux. A Marseille, en effet, les squats alternatifs accueillent toujours des jeunes gens très démunis. Dans les mondes du squat, des personnes passent d'un squat de pauvreté à un squat militant, des apprentissages se font, des carrières se réalisent. Un même squat peut enfin changer de «nature» au cours du temps, en fonction des groupes successifs qui l'occupent. Cette fluidité semble alors plus intéressante à constituer comme objet d'étude qu'à évacuer de l'analyse. Elle nous permet d'appréhender les types de biens, d'idées et de ressources circulant entre les habitants des squats, dont nous nous ressaisissons de manière problématisée dans la troisième partie de la thèse.

Le squat émerge au terme de cette première partie comme un espace de *maintien de soi* d'une part, c'est-à-dire de protection face aux risques de dépersonnalisation induits par l'exposition permanente, et d'*expérience de soi* d'autre part, recherche d'un rapport juste à soi et aux autres. La question de l'existence du squat trouve une première résolution dans une lecture du squat comme *espace d'actualisation du refus* : refus du dénuement, refus de l'humiliation et refus de l'hétéronomie sont apparus déterminants au cours de l'enquête dans le passage au squat des individus concernés. Ces trois termes, nous les retrouvons, à des degrés divers, chez l'ensemble des habitants. La terminologie du refus permet d'introduire l'idée de contrainte : s'il y a un refus, c'est bien parce que la «proposition de départ» ne convenait pas, mais elle est en même temps action sur le monde, puisque celui qui refuse ne subit pas passivement les événements.

DEUXIÈME PARTIE

La seconde partie, *Contextualisations*, est une tentative pour ressaisir ces données empiriques en les situant dans une trame interprétative plus large. Pour ce faire, deux outils sont convoqués : l'espace et le temps. Le squat est d'abord analysé au prisme du «laboratoire marseillais». La situation des squats dans la ville se comprend à la lumière de la division sociale de l'espace, mais témoigne aussi d'une appétence des squatters pour la centralité. L'observation indique que familiarité et anonymat, loin d'être antagoniques, sont tous deux au principe de la construction d'une citoyenneté, entendue comme sentiment d'appartenance à la ville. L'une des «qualités» du squat s'avère être sa *dilution* dans la ville. Les squatters se fondent dans la foule, s'imprègnent et participent de l'atmosphère et des rythmes urbains, construisent des territoires. La forme physique du squat, inséré dans un ensemble bâti dont rien ne le distingue *a priori*, y contribue. L'intérêt d'une étude sur les citadins disqualifiés est de montrer qu'exclus du logement, ces derniers parviennent pourtant, notamment à travers la pratique du squat, à faire leur ville et un quartier, comme à y circuler. Le squat se présente dès lors à la fois un *dispositif circulatoire* et comme un *dispositif hospitalier*.

Dans un second temps, une «histoire du squat» est proposée, qui présente la genèse des formes contemporaines du squat militant et la situation des squats de pauvreté au regard d'une histoire longue de l'errance et des protections attachées au statut d'occupation. De nouveaux récits de squats et portraits de squatters sont avancés. De cette perspective diachronique, on retiendra en particulier que les diverses formes prises par le logement illégal au cours du temps doivent être saisies au croisement des politiques du logement, des politiques urbaines, des politiques économiques et des politiques migratoires. Insuffisance du logement social et hausse des loyers, durcissement des conditions d'accueil des migrants et fragilisation du travail salarial interagissent au premier plan dans la production du squat aujourd'hui, ce qui constitue un autre facteur explicatif de leur apparent développement.

DERNIÈRE PARTIE

La dernière partie de la thèse, *Compréhensions*, approfondit d'abord la question de la production institutionnelle du squat, en interrogeant l'existence d'une «politique du squat». Pour ce faire, trois sources sont analysées (articles de la presse écrite issus des quotidiens *Le Monde* et *La Provence*, rapports publics commandités sur les squats, conceptions du squat élaborées par les «institutionnels» rencontrés lors de l'enquête de terrain), qui attestent d'une profonde ambiguïté des perceptions, oscillant entre victimisation et criminalisation. L'action publique se caractérise par la même ambivalence, la multiplicité des acteurs concernés et l'absence de responsabilité clairement définie induisant confusion et inefficacité. A travers l'analyse minutieuse de la procédure juridique et des décisions

d'expulsion, le chapitre suivant fait l'hypothèse d'une délégation de la question du squat au secteur judiciaire, autrement dit de la *judiciarisation* d'une question sociale. Le squat révèle les conflits d'intérêt entre acteurs publics (magistrats, élus locaux, préfets) en matière de logement destiné aux personnes défavorisées et s'avère emblématique des points d'achoppement entre droit de propriété et droit au logement.

Au terme de ces analyses et au regard de ce qui précède, une réponse au premier volet de la problématique générale de la thèse est formulée. Cette thèse témoigne en effet de la diversité des paramètres établissant les «qualités» d'un espace habité. Ici, au-delà du confort et de la salubrité, qui demeurent essentiels, le statut d'occupation, les conditions d'entrée et de sortie, les représentations collectives, les possibilités de sociabilité et d'intimité, les modes de gestion publique et la situation dans la ville apparaissent déterminants. En outre, quatre potentialités du squat permettent de comprendre la «préférence» pour le squat indiquée par de nombreux occupants, relativement aux foyers d'hébergement et même au logement social lorsqu'il est trop excentré : *maîtriser son espace et son temps domestiques, accéder à la ville et s'y mouvoir*. Autant d'éléments qui doivent être pris en considération lorsque l'on se penche, décideur ou chercheur, sur les questions de la ville et du logement.

Le septième chapitre, conclusif, entend ramasser ce qui précède pour construire une approche épistémologiquement «juste» des mondes de la disqualification urbaine. Ce chapitre fait le pari de tenir ensemble l'analyse de la production des squats par des mécanismes macro et la manière dont les citadins aménagent des espaces de protection et de socialité *en situation*. Pour ce faire, l'ensemble des compétences mobilisées par les squatters pour habiter est abordé en détails. Une typologie distingue les *compétences relationnelles* (compétences transactionnelles, communicatives et intégratives), les *compétences cognitives* (habiletés techniques, savoirs théoriques, compétences critiques et capacités de réflexivité) et les *compétences urbaines* (compétences spatiales, sémiotiques et interactionnelles et savoirs-circuler). L'analyse porte ensuite sur les paramètres à l'origine de l'inégale répartition des compétences et sur la question de leur réversibilité.

Une réponse peut alors être apportée au second volet de la problématique : capitaux acquis au cours de la socialisation primaire, volume et nature des compétences développées suite aux épreuves de vulnérabilité et formes de protections sociales dont bénéficie l'individu sont identifiés comme facteurs de la manière dont ces compétences vont pouvoir s'acquérir et se reconstruire sur de nouvelles scènes sociales. Cette thèse s'achève sur une proposition théorique, celle de la notion de *compétences précaires*, qui articule contraintes et dimensions capacitaires. Cette notion avalise l'idée d'une nécessaire combinaison, dans l'approche des mondes de la «marginalité» urbaine et de l'habitat précaire, des processus de discrimination et des dynamiques de résistance, de la domination et de la créativité. De la reconnaissance de ces deux réalités dépend la place qui sera faite demain aux citadins disqualifiés, aujourd'hui écartés de la ville gentrifiée.

■ Contact : florence.bouillon@club-internet.fr - Tél. 06 20 77 23 48

QUELQUES PARTENAIRES PRÉSENTS À CETTE JOURNÉE

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - Université du Citoyen - DRE PACA - DDASS 13 - DDE 83 - PACT-ARIM 13 - Ordre des Avocats (barreau d'Aix-en-Provence) - Faculté de Droit (CEJU) - SEMEPA/Atelier de la réhabilitation (Aix-en-Provence) - Var Aménagement Développement - CETE Méditerranée - Cabinet «Lieux-dits» (Marseille) - Chercheurs en Science sociale



QUELQUES SITES DE RÉFÉRENCE SUR L'HABITAT

<http://www.urbamet.com>
<http://www.vcharite.univ-mrs.fr/idep>
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>
www.logement.equipement.gouv.fr/actu/habitatindigne/partenaires.htm
www.anah.fr
www.coproprietes.org
www.developpementdurable.gouv.fr
www.union-habitat.org
www.anil.org
www.lacse.fr

■ Si vous êtes intéressé par la proposition d'atelier de réflexion et de recherches «Sciences sociales / habitat», vous pouvez prendre contact avec : jean-bernard.brulet@equipement.gouv.fr - Tél. 04 42 24 79 63